

MOYEN-ORIENT : LE PACIFISME INCOHERENT DE JEAN-LUC MELENCHON



Par Terra Nova

Le 13 avril 2017

Les propositions de Jean-Luc Mélenchon en matière de politique étrangère sont marquées par la volonté de prendre ses distances avec les Etats-Unis et le camp atlantiste (il propose notamment une sortie totale de l'Otan¹), par un désir de rapprochement avec Moscou et par un pacifisme qui prétend, dans la grande tradition anti-impérialiste des gauches radicales, que les guerres « n'ont jamais cessé d'être autre chose qu'une dispute pour accaparer les matières premières ». Les idées du leader de la France insoumise pour sortir du conflit syrien illustrent assez bien ce cocktail idéologique. Elles tiennent en quelques lignes de son programme : « Réviser les alliances avec les pétro-monarchies et le régime turc. Mettre en place une coalition universelle sous mandat de l'ONU pour éradiquer Daech, associant les combattants kurdes. Construire une solution politique en Syrie pour une paix durable reposant sur 1) un cessez-le-feu durable excluant les groupes islamistes, 2) soutien au processus de Genève incluant les Kurdes de Syrie, 3) l'organisation d'élections libres et pluralistes, sous surveillance de l'ONU et sans ingérence étrangère »

Ces propositions sous-estiment grandement la complexité de la situation et se heurteraient inmanquablement à de nombreuses impossibilités.

En particulier, l'idée de mettre en place une coalition universelle sous mandat de l'ONU pour éradiquer l'Etat Islamique suppose deux préalables qui sont contraires à l'évidence des faits. Le premier, c'est que l'ensemble des membres du Conseil de Sécurité, seule instance compétente au sein des Nations Unies pour décider de l'usage de la force, fassent de l'éradication du groupe djihadiste une priorité. Or l'examen de la géographie des bombardements aériens effectués par la Russie en Syrie depuis son intervention directe dans le conflit en septembre 2015² montre à l'inverse que ce sont les différents groupes rebelles opposés au régime d'Assad, et non pas l'Etat Islamique, qui ont été presque uniquement ciblés par ses frappes. Les bombardements des positions de ce dernier ont été dans leur immense majorité réalisés par la Coalition Internationale, emmenée par les Etats-Unis et à laquelle la France apporte une contribution

¹ <http://tnova.fr/notes/sortir-de-l-otan-l-inconsequence-diplomatique-de-jean-luc-melenchon>

² <http://www.understandingwar.org/background/russian-airstrikes-syria-september-30-2015-september-19-2016>

militaire modeste. Manifestement, les conditions ne sont pas réunies pour que Vladimir Poutine puisse faire partie de la « coalition universelle » dont rêve Jean-Luc Mélenchon pour « éradiquer Daech », alors même que celui-ci tente régulièrement de défendre le leader russe sur la scène française³.

Le deuxième préalable, c'est qu'au-delà des membres du Conseil de Sécurité, les autres membres de l'ONU, et d'abord les pays de la région, fassent du combat contre l'Etat Islamique leur priorité. Or l'Iran et la Turquie, deux puissances importantes dans la mesure où elles disposent des armées les plus efficaces de la région, n'ont pas mis, ou ne mettent toujours pas, ce combat en tête de liste de leurs interventions.

En Irak, Téhéran combat effectivement l'Etat Islamique dont la mainmise sur une partie du nord du pays menace la suprématie des partis chiïtes qui dominent le pouvoir à Bagdad et sont alliés de l'Iran. En Syrie en revanche, Téhéran, à l'instar de la Russie, fait du maintien au pouvoir de Bachar al-Assad et donc de la lutte contre les autres groupes armés que l'EI, sa priorité absolue. En effet, c'est par le territoire syrien que la République islamique fait transiter son aide au Hezbollah libanais depuis la création de ce dernier en 1982. Sa politique régionale de puissance exige qu'elle puisse poursuivre ce soutien. Soutien que lui assure le régime actuel. L'Iran manquerait donc probablement aussi à la « coalition universelle » de Jean-Luc Mélenchon...

La Turquie, de son côté, a une priorité absolue dans l'affaire syrienne : empêcher les Kurdes proches du PKK de constituer un territoire autonome, que ce soit en Irak, en Syrie ou bien entendu en Turquie. Or c'est en Syrie que ce projet est le plus avancé grâce au contrôle de deux zones situées le long de la frontière turque par le Parti de l'Union Démocratique (PYD), filiale syrienne du PKK (dont d'autres groupes kurdes contestent d'ailleurs la domination politico-militaire, car cette communauté n'est pas politiquement unie contrairement à ce que l'expression « les Kurdes » laissent supposer). Le PYD n'a acquis le contrôle de ces deux zones depuis le début du conflit syrien que parce que le régime de Bachar al-Assad en a retiré l'essentiel de ses troupes. D'une part, pour pouvoir les consacrer aux combats contre les rebelles anti-régime. D'autre part, pour donner des gages au PYD face aux rebelles qui sont à majorité arabe et largement hostiles à toute autonomie kurde. C'est d'abord parce que le PYD menaçait de réaliser la jonction entre ces deux zones jusqu'ici séparées que la Turquie a fait intervenir son armée en Syrie à partir d'août 2016. Même si désormais Ankara combat l'Etat Islamique, notamment pour éviter que le PYD, aidé par quelques groupes non kurdes qu'il a rassemblés autour de lui, ne s'empare de Raqqa, capitale du groupe djihadiste, et en retire une influence accrue (auprès des Etats-Unis singulièrement), c'est bien l'hostilité à toute forme d'autonomie kurde par des forces associées au PKK qui est son moteur premier (à l'inverse, Ankara s'accommode de l'autonomie kurde en Irak sous l'autorité d'autres partis non liés au PKK). La Turquie risque donc de faire également défaut à la « coalition universelle » de Jean-Luc Mélenchon.

³ Adrien Sénécat, « Les ambiguïtés de Jean-Luc Mélenchon sur la Russie et la guerre en Syrie », *Le Monde*, 16 décembre 2016 - Voir http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/12/16/les-ambiguites-de-jean-luc-melenchon-sur-la-russie-et-la-guerre-en-syrie_5050147_4355770.html#hcBVKWFTCvxk8YFY.99

Dans ces conditions, cette « coalition universelle » destinée à éradiquer l'Etat islamique n'aurait tout simplement plus rien d'universel et le joli rêve unanimiste de la France insoumise s'évanouirait rapidement.

Deux autres propositions du programme de Jean-Luc Mélenchon concernant la Syrie apparaissent également contraires à l'enseignement des faits. La première consiste à conclure un cessez-le-feu durable « excluant les groupes islamistes ». L'appellation « islamistes » rend très mal compte, d'abord, de la grande diversité des groupes qui mettent en avant un référent religieux. Ce référent religieux est par ailleurs présent dans la Constitution syrienne elle-même dont l'article 3 affirme que « La religion du président de la République est l'Islam » et que « le droit musulman est la source principale de la législation »⁴ : la laïcité républicaine que Jean-Luc Mélenchon semble vouloir exporter au Moyen-Orient n'est pas un objet exotique uniquement dans les monarchies du Golfe avec lesquelles il veut rompre... Surtout, de fait, les principaux acteurs militaires qui pèsent aujourd'hui dans le conflit mettent en avant le référent religieux mais de manière diverse et avec des objectifs différents : salafistes transnationaux, salafistes nationalistes, islamistes politiques...⁵

Les exclure tous d'un « cessez-le-feu durable » pour « construire une solution politique pour une paix durable » exigerait donc :

- soit de les soumettre tous militairement, ce qui requerrait vraisemblablement l'utilisation d'une force militaire considérable et l'usage massif de la violence sans garantie de résultat, comme l'ont prouvé de précédents échecs dans la lutte contre-insurrectionnelle dans d'autres pays, tel l'Afghanistan où l'Union Soviétique d'abord, les Etats-Unis ensuite n'ont pu éradiquer de tels acteurs.
- soit de convaincre ou de contraindre leurs soutiens étrangers (Turquie, monarchies du Golfe, financeurs privés) de couper tout appui. Un tel résultat paraît néanmoins au-delà des capacités d'influence des grandes puissances, sachant que ces soutiens ont leurs propres priorités en Syrie et au-delà dans la région. Qui plus est, un tel assèchement du soutien financier extérieur ne garantit pas que les acteurs militaires syriens soient privés de toute capacité de poursuivre leur combat. D'autres mouvements de guérilla ont longtemps survécu sans soutien significatif de bailleurs étrangers (cf. les FARC en Colombie). L'Etat Islamique lui-même n'en dépend pas.

La deuxième proposition consiste à organiser en Syrie des « élections libres et pluralistes sous surveillance de l'ONU et sans ingérence étrangère ». Cette idée est clairement contraire aux

⁴ <http://mjp.univ-perp.fr/constit/sy2012.htm>

⁵ <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/status-of-the-syrian-rebellion-numbers-ideologies-and-prospects>

déclarations faites par Bachar al-Assad, lequel refuse toute observation d'un scrutin syrien par les Nations-Unies qu'ils considèrent comme contrôlées par les Etats-Unis et les pays occidentaux en général⁶.

L'organisation de telles élections supposerait donc la neutralisation, voire la mise à l'écart, du président syrien avant le scrutin, ce qui exigerait la participation active de la Russie. Or jusqu'à présent, cette dernière, tout en proclamant qu'elle n'était pas attachée à la personne de Bachar al-Assad, a toujours montré le contraire par ses actes, et notamment par son comportement militaire sur le terrain depuis septembre 2015.

Même emballée dans des prières pacifistes, la diplomatie moyen-orientale de Jean-Luc Mélenchon ressemble fort à un alignement de fait sur la stratégie et les intérêts de Moscou. Témoin de cette vision, les réactions du leader de la France insoumise aux bombardements américains décidés en représailles aux attaques chimiques du 4 avril 2017 sur la ville de Khan Cheikhoun : devant une foule de militants rassemblée à Marseille, il s'est contenté de faire observer que l'intervention de Washington n'avait « aucun fondement, aucune légitimité internationale » et qu'elle n'était « le fait que d'une seule personne » (Donald Trump). C'est confondre deux choses : la légalité internationale (celle d'une intervention qui ne s'est effectivement pas inscrite dans le cadre de l'ONU et qui traduit un changement de doctrine d'un président américain à la personnalité imprévisible) et le fondement factuel de l'intervention. Or pour que la vérité puisse être établie sur un tel fondement, plusieurs conditions doivent être réunies. Il faut d'abord que la Russie n'oppose pas son veto à une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies demandant une enquête sur l'attaque chimique présumée en Syrie. Il faut ensuite que les autorités syriennes acceptent une telle enquête réalisée conjointement par l'ONU et l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques), puis qu'elles ne fassent pas obstruction aux investigations sur le terrain. Et si cette enquête conclut à une responsabilité des autorités syriennes, la Russie ne doit pas s'opposer à des sanctions contre le régime de Bachar al-Assad.

Or le 12 avril dernier, la Russie a bloqué le processus en amont en opposant son veto à une résolution de l'ONU qui demandait une enquête internationale sur les événements de Khan Cheikhoun. Déjà, le 28 février dernier, Moscou et Pékin avaient bloqué un projet de résolution de l'ONU prévoyant des sanctions après qu'une enquête conjointe de l'ONU et l'OIAC avait établi que les forces armées de Damas avaient utilisé de la chlorure lors de plusieurs attaques. Vladimir Poutine avait alors déclaré que des sanctions « n'aideraient pas le processus de négociations » pour la paix en Syrie... »

S'il est conséquent avec son attachement pour le droit international et les valeurs portées par la Charte des Nations Unies, Jean-Luc Mélenchon doit condamner fermement l'utilisation par la

⁶ http://www.presidentassad.net/index.php?option=com_content&view=article&id=1487:president-assad-s-interview-with-the-french-magazine-valeurs-actuelles-november-19-2015&catid=314&Itemid=468

Russie de son droit de veto si elle permet au régime syrien d'échapper à une enquête internationale. Il doit de même condamner toute obstruction de Damas à de telles investigations. Il doit en outre exiger que la Russie vote des sanctions contre son allié syrien s'il est reconnu coupable. C'est seulement à ces conditions que son discours en faveur de la paix commencera à être, sinon crédible, du moins un peu plus cohérent.

Les positions de Jean-Luc Mélenchon sur le cas syrien révèlent plus largement la vision des relations internationales portée par le candidat de la France insoumise : parce qu'il voit dans « l'impérialisme américain » la principale menace contre la paix d'une part et contre l'indépendance de la France (via l'OTAN notamment) d'autre part, il est prêt aujourd'hui à s'allier (au sein des BRICS notamment) avec des puissances telles que la Chine et la Russie, quitte à nier pour ce faire toute volonté de domination chez la première⁷, ce qui ne manquera pas de surprendre les pays d'Asie, et à reconnaître *de facto* à la seconde le droit à imposer une souveraineté limitée à ses voisins d'Europe Centrale et Orientale au nom des intérêts sécuritaires de Moscou face à l'OTAN. Cette souveraineté limitée rappelle étrangement les actions récurrentes des Etats-Unis au cours de l'histoire pour imposer leur domination à leurs voisins latino-américains. Actions diplomatiques et militaires que Jean-Luc Mélenchon a lui-même vigoureusement combattues au nom de l'indépendance et de la souveraineté de pays latino-américains comme Cuba ou le Venezuela. Vérité au-delà de l'Atlantique, erreur en deçà ?

⁷ <http://www.chine-info.com/french/Pr%C3%A9sidentielle2017/Articles/20161219/250190.html>